

GEOPOLITIQUE ET TECHNOLOGIE
Notre homme à Grenoble Ecole de Management

Un jour nous recevons d'un correspondant anonyme un tuyau nous informant d'un café « Géopolitique et technologie » à Grenoble Ecole de Management, la boîte à cadres de la Chambre de commerce et d'industrie. On n'est pas invités, mais on se débrouille pour entrer quand même. Et là...

Le message, comme il se doit, était anonyme et sibyllin.

"Titre : Café géopolitique

Emplacement : Café Tempo

Heure de début : 10/01/2011 08 :00

Heure de fin : 10/01/2011 09 :00

Description : Deux temps au cours de ce café géopolitique.

L'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale) présentera ses activités et en particulier ses « séminaires jeunes ». Signature du partenariat entre l'ESC Grenoble et l'IHEDN.

Conférence de Jean-Marc Huissoud sur « technologies et politiques »"

Hmmm. Notre agent se gratta la tête avec une grimace. Se lever avant le jour en plein janvier pour ailler bailler en compagnie d'un peloton de futurs ingénieurs technico-commerciaux ne lui disait pas plus que ça. Sans compter qu'il n'était pas sûr d'entrer dans la place. Vous voyez le bâtiment de Grenoble Ecole de Management ?... Derrière la gare ?... C'est dans cette nouvelle zone dite « Europole », toute de verre et de béton, pour laquelle l'ancien maire, Carignon, a rasé le vieux quartier ouvrier de la Frise. Vous ne pouvez pas vous tromper, Grenoble Ecole de Management (en franglais dans le texte) est absolument pareille au *World Trade Center* (authentique), au Novotel Atria et au Palais de justice voisins. Mais sur Grenoble Ecole de Management (GEM), il est écrit en grandes lettres noires :

Grenoble Ecole de Management

Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble

École supérieure de commerce

Grenoble Graduate School of Business

École de Management des Systèmes d'Information

Et dessous en petites lettres :

Entrée étudiants (student entrance)/ Entrée visiteurs (visitor entrance)

Accès réservé aux seules personnes autorisées

Établissement sous vidéosurveillance

Et là on voit qu'on ne plaisante pas, qu'il ne s'agit plus seulement de videoprotection.

Authorized access only

Building under vidéosurveillance

N'étant pas une personne autorisée et ne disposant pas d'une carte d'accès magnétique, notre agent doutait fort de passer le sas d'entrée. Mais puisqu'il s'était levé, et que la bise soufflait dru en ce petit jour de janvier, il se colla derrière un pardessus noir qui rentrait comme chez lui. Et voilà. Pendant que notre agent coincé dans le sas « Visiteurs » tente cette infiltration hardie, quelques mots sur les lieux.

Avant, on disait juste « Ecole supérieure de commerce de Grenoble », comme dans n'importe quelle ville de province. La technopole grenobloise, engagée dans la guerre mondiale de l'innovation high-tech, méritait mieux. Depuis 2003, c'est donc à GEM, Grenoble Ecole de Management, que la Chambre de Commerce et d'Industrie, fondatrice de l'endroit en 1984, s'emploie à « *apporter à ses entreprises partenaires des diplômés aptes à améliorer leur performance globale* »¹. Par « entreprises partenaires », comprenez bien sûr partenaires

¹ Sur le site de GEM, www.grenoble-em.com, rubrique « Mission ». Vous admirerez au passage l'esthétique impayable de la page d'accueil (*Time to anticipate*), tout droit sortie d'un épisode de Star Trek.

de GIANT (Grenoble Innovation for Advanced New Technologies)² : le CEA-Leti, le pôle nanotechnologique Minatec et son avatar « santé » NanoBio ; STMicroelectronics, Siemens ou Schneider Electric pour la composante industrielle, le tout irrigué par un dégueulis de start-up, incubateurs et autres labos high-tech. Soit 11 000 emplois (bientôt 20 000 selon les promoteurs) sur un site de 250 hectares.

Le techno-gratin qui règne sur notre cuvette a fait son obsession de ce « campus de l'innovation » à l'américaine et creuset du développement local³. Ici plus qu'ailleurs, le fameux triptyque université-recherche-industrie est à l'œuvre et, « pôle d'excellence » oblige, il est pleinement dévolu aux micro et nanotechnologies. Quant à GEM, qui formate les bataillons de commerciaux et managers aptes à convertir tant d'amour de la science en croissance à deux chiffres, c'est tout naturellement qu'elle cultive à longueur de plaquettes tape-à-l'œil sa « différence » sur le marché mondial des écoles de commerce : le *management technologique*.

Voilà pour « l'écosystème », comme ils disent. Nous voici donc assis avec notre agent au café Tempo, la cafétéria de l'école, derrière sa grande verrière, entre le *World Trade Center* (ouarf !... Excusez, c'est nerveux), Schneider Electric, et la proue du Palais de Justice. À huit heures, une quarantaine d'étudiants et quelques profs somnolent autour des tables. Le café, les brocs de jus de fruit et les croissants attendent sur une table, séparés des voraces par une grosse dame en tailleur rouge, à lunettes et à épaules carrées, plus martiale d'allure qu'un amiral de l'ex-flotte soviétique. D'abord la conférence, après la récompense. C'est la grosse dame qui présente le nouveau partenaire de l'école.

Connaissez-vous l'Institut des hautes études de défense nationale ? Fondé au lendemain de la seconde guerre mondiale, cet organisme a pour mission de « réaffirmer les valeurs fondamentales de la société. » Traduisons : l'IHEDN, aussi invisible pour le grand public qu'il est prestigieux dans les sphères dirigeantes, est la principale manufacture de la pensée militaire française – de la doctrine de la guerre contre-révolutionnaire mise en oeuvre en Algérie et en Indochine au « savoir-faire français » récemment proposé par le ministre d'État Alliot-Marie à l'ami Ben Ali. Si vous avez lu *L'armée dans nos têtes* (sur piecesetmaindoeuvre.com), vous savez que l'IHEDN a pour ambition première la diffusion de *l'esprit de défense* dans la société civile, à travers divers séminaires et formations – sessions régionales ou nationales, formations « intelligence économique », etc. La méthode est invariable : sélectionner quelques dizaines de cadres d'industrie, bureaucrates, militaires et policiers de haut rang, et les faire infuser ensemble, quelques semaines durant, de visites de *sites sensibles* en interventions d'experts – défense, sécurité et « grandes questions internationales ». Les utiles relations qui en découlent n'ayant d'intérêt que dans la durée, nos *happy few* poursuivent leurs bons offices au sein d'associations régionales d'anciens auditeurs, 110 membres sur la région Dauphiné-Savoie, dit la grosse dame – qualité qui constitue à elle seule une plus-value non négligeable sur un CV d'ambitieux. Demandez au docteur ès stratégie Olivier Cateura, de GEM : responsable du « Département de formation et de recherche en management technologique et stratégique », également auditeur de l'IHEDN depuis 2010. Sa thèse, qui a obtenu en 2007 les félicitations du jury, portait sur la « *dynamique des stratégies concurrentielles dans un secteur en cours de libéralisation : le cas de l'industrie électrique en France* ». Heureusement qu'il y a des gens qui se bougent, dans ce pays.

Quant à ses étudiants, en attendant de jouer les *cadres de la Nation* – et de leurs entreprises - ils peuvent déjà profiter des « séminaire jeunes » de l'institut. C'est sympa : on se retrouve à une centaine de garçons et de filles, bac + x, à bûcher une semaine en petits groupes – comme une AG de radicalistes dans un squat, en somme -, sur des sujets *hyper-intéressants*. Quel risque y-a-t-il pour que la Corée du Nord envahisse la Corée du Sud ? La cyberguerre, chimère ou réalité ? Devant le désastre économique des OGM, faut-il s'attacher à réviser – comprenez travailler, changer - l'opinion publique ? Puis un(e) rapporteur (-euse) présente les réflexions de chaque groupe devant l'AG des auditeurs, et on débat comme au « 102 » ou au « 56 » ; sauf que ces débats-là ne restent pas sans effet ni conséquence.

La grosse dame annonce justement la prochaine session, du 20 au 25 juin à St-Jorioz (Haute-Savoie) – avis aux intéressés. Gageons que celle-ci réservera, partenariat oblige, un accueil « chaleureux » aux candidats labellisés GEM.

La séance se poursuit : un grand costaud au crâne rasé, type Saint-Cyrien du Bloc Identitaire – appelons-le Renaud – rend compte à l'assistance de la 67^e session jeunes, organisée en Picardie en juin dernier. Des spécialistes y planchèrent, lors d'interventions de 30 à 45 minutes, sur la situation du monde contemporain et la

² Avant, c'était « Grenoble Isère Alpes Nanotechnologies ». Trop parlant, sans doute. Pour plus d'infos, voir le site officiel, www.giant-grenoble.org

³ Cf *Giant, un grand pas pour Technopolis*, B. Rézens, 2007, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

stratégie de la sécurité nationale – la doctrine adoptée en 2007 par le gouvernement français⁴. Le troisième jour était par exemple consacré à la sensibilisation à la lutte contre le terrorisme, avec en prime une visite de la base aérienne 110 à Creil. Le point clé, dit Renaud, c'est la bataille de l'information. « *Il faut convaincre pour vaincre* », note notre agent avec application. Et cerise sur le gâteau, les participants ont reçu leurs diplômes des mains même du préfet de la Somme, directeur local de l'institut. Un tram passe. Une petite centaine de personnes, pas seulement des hommes, siégent maintenant en cercle autour des tables de la cafétéria.

Tel est donc le nouveau « partenariat » de notre fabrique à *management technologique*. Et contrairement aux usages, celui-ci ne donne lieu à aucun *show* de *Powerpoints* animés, ni ne s'affiche à coups de logos sur du papier glacé. Annoncé en petit comité un lundi à 8h30, il n'est d'après nos recherches mentionné que sur le blog de Jean-François Fiorina, le directeur de l'école, dans un billet du 11 janvier.

C'est qu'on tient là une évidence de ce type particulier, qui crève si bien les yeux qu'on peine à la distinguer. Disons-le encore : les technologies servent d'abord à faire la guerre. Sur le marché des démocraties pacifiées, on en privilégie bien sûr les formes policées : prévention et préemption : sécurisation de l'espace public, traçabilité des flux (d'information, de marchandises ou de personnes), gestion de foule, « vidéoprotection » intelligente, contrôle d'accès, jusqu'à l'e-administration ou à la rationalisation des processus GRH (Gestion des ressources humaines). Le tout n'étant jamais aussi fluide – acceptable – qu'au sein d'un « écosystème » préparé, formaté et maintenu par un travail régulier de l'opinion : en France, on a créé pour cela l'IHEDN, l'esprit de défense et son pendant pour managers, *l'intelligence économique*.

Tout cela, les dirigeants de Grenoble école de management, de la Chambre de commerce et d'industrie, du Commissariat à l'énergie atomique ou de Minatoc n'ont pas même besoin d'y penser – sans parler de le questionner. Il leur suffit de l'avoir intégré, et en technocrates réglés, d'en avoir tiré la décision *optimale*. À ce titre, les micro et nanotechnologies sur lesquelles ils misent notre ville, nos vies – notre société – offrent bien le plus vaste, le plus neuf, le plus riche vase d'expansion à l'industrie sécuritaire et aux multinationales de l'armement. Rendons-leur justice : nos décideurs sont les plus *innovants*, les plus *performants*, les mieux formatés.

On exagère, pensez-vous ? On n'est pas objectif ? Peut-être un *expert* serait-il plus convaincant. Ça tombe bien, notre café accueille maintenant Jean-Marc Huissoud, enseignant-chercheur à GEM, spécialiste de la géopolitique et directeur aux PUF (Presses universitaires de France) de plusieurs ouvrages collectifs, dont *Vive la France quand même !* (2010) et *La guerre économique* (2009). Sa causerie du jour s'intitule « Technologies et géopolitique ». Applaudissements ensommeillés.

D'emblée, le conférencier qualifie le lien entre technologie et géopolitique de « *naturel, tout-à-fait évident* » : la technologie est une « *puissance prométhéenne* », qui permet la « *domination sur l'espace et le territoire*. » Ouaip. Écoutons donc la suite, qui retrace les manifestations de ce « *lien symbiotique* » à travers l'histoire contemporaine.

Si l'on peut en percevoir les prémices dès le XVIII^e siècle, c'est surtout après 1945 que la technologie devient une véritable « *obsession* » dans la compétition mondiale pour l'hégémonie, les bombes d'Hiroshima et Nagasaki signant le « *triomphe des sciences et techniques sur la barbarie* ». À ce titre, la Seconde guerre mondiale peut être qualifiée de « *premier conflit technologique* », par opposition aux précédents qui reposaient encore sur « *le nombre et le territoire*. » On pourrait chipoter, évoquer les tanks, les sous-marins, les gaz de combat (fabriqués à Pont-de-Claix), les avions, les pilonnages industriels de la Première guerre mondiale, mais c'est vrai, avec le plan Manhattan, l'opération Overlord et la proto-informatique, la Seconde guerre mondiale bascule sans réserve dans l'ère technologique. Impossible sans cette proto-informatique de mettre au point la logistique du débarquement ni celle des camps de concentration⁵. Et puis songez aux premiers avions supersoniques qui peuvent aussi bien transporter des gens que des bombes. La bombe atomique plus l'avion supersonique signifient *la mondialisation de la terreur* ; et aussi *l'impératif de la terreur* vis-à-vis de la Russie qui dispose non seulement des moyens traditionnels de la puissance – l'espace, le nombre, les ressources - mais se lance à son tour dans la course aux armes nucléaires.

⁴ cf *A la recherche du nouvel ennemi. 2001-2025 : rudiments d'histoire contemporaine*, Pièces et Main d'œuvre (éditions L'Echappée, 2008)

⁵ cf *IBM et la société de contrainte*, PMO, 2010, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

La puissance américaine impose son modèle au monde libre avec le concept de *sécurité nationale*, exposé en 1949 par Truman dans son discours d'investiture – et remis à l'ordre du jour, on l'a vu, par le gouvernement Sarkozy. Cette sécurité nationale s'appuie sur des « *structures hybrides* », les militaires, contrairement au système soviétique, confiant au secteur privé le développement militaro-industriel. La technologie devient à la fois l'enjeu et le moyen de la guerre froide, source de prestige autant que de suprématie ; étalage de modernité et par ricochet, preuve de supériorité morale. Un système capable de produire la Cadillac et le programme Apollo vaut forcément mieux que son rival. C'est l'époque du *brain drain* ; les Etats-Unis siphonnent le réservoir mondial de cerveaux diplômés au rythme annuel de 40 000 étudiants.

Bref : la Guerre froide a fait de la technologie « *l'enjeu et le territoire de l'exercice de la puissance* ». Son dénouement, en 1990, parachève la « *victoire de la technologie sur le soviétisme*. » Et sans doute aussi sur la capacité d'attention des élèves d'école de commerce. Qu'importe : notre envoyé spécial, invulnérable au *brain drain*, prend les notes pour tout l'auditoire.

Au début des années 1990, la technologie fournit désormais les outils d'une globalisation accélérée des échanges et des entreprises. L'Occident a gagné, certes, mais cette victoire le laisse seul face au reste du monde, alors que son avance technologique sur le Japon, les « tigres asiatiques » etc., tend à s'évanouir. Il faut reprendre la « *maîtrise de l'avenir* ». En 1992, le président Clinton réunit son cabinet stratégique pour réorganiser l'économie et la recherche, afin de maintenir la suprématie américaine. Le lecteur de Pièces et Main d'œuvre sait que l'offensive de son vice-président Al Gore, sur les « autoroutes de l'information » (*infoways*), l'Initiative Nationale sur les Nanotechnologies (NNI) et le fameux rapport sur les « technologies convergentes » - Nano/Bio/Info/Cogno⁶ -, datent de ce moment. Les normes technologiques deviennent décisives. Le premier à imposer son *design* a toutes les chances de rester dominant sur son secteur. La « *guerre de l'information* » gagne Internet, nouveau théâtre d'opérations où les belligérants s'efforcent autant de voler les secrets des autres que de protéger les leurs. C'est qu'il s'agit de maîtriser des flux de capitaux de plus en plus gros, notamment dans la Recherche et Développement. Recherches de plus en plus coûteuses pour un retour sur investissement de plus en plus mince et aléatoire, dans un contexte de plus en plus concurrentiel.

« *Cela concerne particulièrement des pôles d'excellence et des centres tels que Grenoble où les hautes technologies représentent l'essentiel de l'économie*. » Bref sursaut dans la salle. Essentiel. Important. Excellence. On parle de nous. L'orateur sait comment réveiller l'attention et la vanité de son auditoire. Nous voici en pleine *intelligence* économique, un anglicisme pour « renseignement », encore une marotte de l'IHEDN.

Au fait, comme tout le monde, vous avez entendu parler de cette prétendue affaire d'espionnage chez Renault, où trois cadres, selon le service de sécurité, auraient vendu des informations stratégiques à la concurrence chinoise. Qu'importe que l'escroquerie se soit dégonflée et qu'à l'heure où l'on vous parle, les escrocs du service de sécurité soient en garde-à-vue, *Le Daubé* du 30 janvier 2011 consacrait une pleine page aux « *Questions autour de l'espionnage économique* ». On y apprend que si le phénomène est en croissance, c'est surtout le fait des « *pays émergents, qui cherchent à rattraper leur retard*. » Assertion contredite par un encadré selon lequel « *la France est championne d'Europe d'espionnage* ». Et de citer une note de l'ambassade des Etats-Unis à Berlin : « *L'espionnage français est tellement étendu que les dégâts pour l'économie allemande sont plus importants que les dégâts provoqués par la Russie ou la Chine*. » Donc, pas d'inquiétude. La France « *a créé des structures pour lutter contre l'espionnage* » et un Haut Responsable est chargé de la mise en œuvre de la « *politique publique d'intelligence économique* ». En France, nous avons même une Ecole de guerre économique. Oui, ami lecteur. Son directeur, un certain Christian Harbulot apparaît dans cette page du *Daubé*, pour un « *éclairage* » pas si éclairant. L'essentiel avec les experts n'est pas ce qu'ils disent mais ce qu'ils sont. Retenons le chiffre suivant : « *90 % des informations des sociétés sont accessibles publiquement (journaux, rapports, documents universitaires, etc). Ce sont les 10 % restant que l'on ne peut obtenir que de manière déloyale*. » À se demander, vraiment, si ça vaut la peine d'envoyer notre homme se cailler au café géopolitique de GEM. Quant à l'expert Harbulot, voici ce qui se dit de source ouverte, publique - et on ne peut plus légale.

« *Dans cette affaire, le spécialiste des spécialistes est sans conteste Christian Harbulot, le directeur de l'école privée EGE : l'Ecole de guerre économique, la bien nommée. En l'espace d'un mois, celui-ci ou un de ses enseignants passera dans pas moins de trente-cinq médias différents, de Libération à la BBC en passant par*

⁶ cf www.wtec.org/ConvergingTechnologies/1/NBIC_report.pdf

TF1, La Croix, le Financial Times, La Tribune, France2, France5 ou France Info. La liste de tous les médias est ainsi affichée comme un trophée sur leur site internet. » (Gilles Balbastre. Renault : Une affaire d'espionnage à prendre avec des baguettes, 8 mars 2011, sur <http://www.acrimed.org/article3551.html>)

Prudent et déontologique comme un expert en *intelligence* économique, on vérifie sur le site de l'Ecole de guerre économique⁷. Forêt de drapeaux français et européens gonflés au vent de l'épopée, tels une revue de culs d'adjudants en tenue moulante. Un écu rouge avec une chouette blanche, symbole de vigilance insomniaque, quatre étoiles jaunes, symboles d'on ne sait quoi (d'averse de pièces d'or peut-être), et cette proclamation : « *AEGE le réseau d'experts en IE* ». Saperlipopote ! ... Pardon !... Saporlipépettes !... C'était donc vrai ! Mais qu'est-ce donc que cette mystérieuse et superperformante EGE ? « ... *une école qui privilégie l'art de la rhétorique afin de rendre les entreprises plus efficaces dans la compétition que génère aujourd'hui la mondialisation des échanges. Il ne s'agit plus simplement de communiquer mais il faut également mieux occuper le terrain par la production de connaissances et contre les attaques multiples et variées qui jaillissent par le biais de la société de l'information.* »

Cas d'école : votre entreprise, dupée par les escrocs de son service de sécurité, commet la bourde d'accuser à tort trois de ses cadres d'intelligence avec l'ennemi économique. L'ennui, bien sûr, n'est pas la fausseté de l'accusation, mais sa divulgation. Comment parer aux conséquences désastreuses pour votre image, mais inévitables dans une *société de l'information* ? 1) Faire la part du feu. Une fois le tort rendu public, se précipiter à la télévision pour présenter des excuses qui couperont court à la polémique, et vous vaudront une réputation d'honnêteté. 2) Allumer des contre-feux. Certes il n'y a pas eu d'espionnage ennemi dans ce cas précis ; mais il y a tant d'espionnage et d'ennemis en général que cette erreur - bien excusable - constitue vraiment une exception à la règle. 3) « Occupez le terrain en produisant des connaissances » ; multipliez les études et les « unités de bruit médiatique » (UBM), sur le phénomène de l'espionnage industriel, la nécessité de l'intelligence économique, etc. 4) Noyez le feu avec de la communication positive : vos nouveaux *process* et produits. Voitures électriques, électricité photovoltaïque, capteurs solaires, etc. « ...*L'analyse comparée des cultures de la stratégie s'ancre dans l'étude des styles de combat. Une décennie de pratique de différents arts martiaux conduit Christian Harbulot à distinguer les différences fondamentales entre la pensée asiatique qui valorise le combat et sa culture, et l'approche occidentale qui tend à réduire ces deux problématiques à la seule sphère militaire.* »

Il est formidable ce bulot. Quel cerveau. Quel stratège. Quel guerrier. Quelle intelligence économique. Mais dis-nous Wikipedia, toi qui sais chaque jour davantage ce qui vaut la peine d'être su, d'où nous vient ce champion du patriotisme économique qui fait rempart de son corps pensant à *nos entreprises* ?

De la machine qui sait presque tout jaillit cette fiche époustouflante :

« *Christian Harbulot, né le 19 décembre 1952 à Verdun, est directeur de l'Ecole de guerre économique et directeur associé du cabinet de conseil Spin Partners, spécialisés en intelligence économique et lobbying. Ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris (PES 1975), il est licencié en histoire (Paris-VII) et titulaire d'un DEA d'analyse comparée des systèmes politiques (Paris-I)* ».

Boooon. Et maintenant la merveille biographique.

« *Militant de la Gauche prolétarienne et de la Cause du peuple à Nancy, il monte à Paris à l'automne 1973. Il est très actif sur le campus de Jussieu. Il participe à la « réunion des chrysanthèmes » qui marque la dissolution de l'organisation maoïste. Dans la mouvance des Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (NAPAP) qui revendiquent l'assassinat, le 23 mars 1977, de Jean-Antoine Tramoni, le vigile de Renault meurtrier de Pierre Overney, il ... » Minute !... Minute !... Pierre Overney ?... Ah oui !... Cet ouvrier maoïste envoyé se faire tuer par son chef, Benny Lévy alias Pierre Victor, aux portes de Renault en 1972 ! « *Faut que ça saigne !* »... Les NAPAP ? « *Les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP) sont une organisation armée française maoïste qui apparut en France en décembre 1976. (...) Le chef présumé des NAPAP, selon la police, fut Christian Harbulot.* »*

- Merci Wikipedia.

- De rien. C'est l'intelligence informatique et collective.

Revenons à Bulot.

« ... *il est arrêté le 3 décembre au cours de l'enquête qui s'ensuit. Après deux non-lieux tombés coup sur coup, il est enfin libéré le 12 novembre 1978. Pendant les douze mois suivants, il séjourne en Champagne dans la cavalerie, 503^e régiment de chars de combat. Au début des années 80, il obtient un poste d'enseignant à l'Ecole alsacienne.*

⁷ <http://www.ege.fr/Revue-de-presse/Affaire-Renault-revue-de-presse-de-L-EGE>

En 1990, il est directeur des relations extérieures de l'ADITECH (future ADIT, société nationale d'intelligence stratégique). Remarqué par le Premier ministre Edith Cresson à la suite de son livre *Techniques offensives et guerre économique*, il devient conseiller personnel d'Henri Martre, président du groupe *Intelligence économique et stratégie des entreprises au Commissariat général du plan (1992-1994)*, et participe à la rédaction du *Rapport Martre* qui pose les fondements de l'intelligence économique en France. Recruté par le *Groupe Défense Conseil International*, il est nommé directeur des opérations de sa filiale Intelco. Il a également participé à plusieurs autres rapports parmi lesquels *La Guerre de l'information (étude commanditée par la Délégation générale pour l'armement)*.

Depuis 1997, il assure la direction de l'École de guerre économique, qu'il a créé avec le Général (cr) Pichot-Duclos au sein de l'École supérieure libre des sciences commerciales appliquées (ESLSCA).

Le 12 mars 2008, il est élevé au grade de lieutenant-colonel de réserve par le ministre de la Défense, et chargé de cours en intelligence économique au profit de l'état-major de l'armée de terre.

Il fait également partie du comité de rédaction du site *Infoguerre*.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont :

Il nous faut des espions, 1990, sous le pseudonyme de Marc Ehlias. Robert Laffont

La machine de guerre économique, *Economica*, octobre 1992

La France doit dire non, *PLON*, mars 1999 (avec le Général (cr) Pichot-Duclos)

La guerre cognitive, *Lavauzelle*, mai 2002 (avec Didier Lucas)

La main invisible des puissances, *Ellipses*, juin 2005

Les chemins de la puissance, 2007 »

Etc....

De ces éléments, on retiendra, de 1977 à 2011, la fidélité de Christian Harbulot au sort de l'entreprise Renault ; et aussi que, contrairement aux idées reçues, la prison a remarquablement contribué à sa réinsertion sociale. Et puis, bien entendu, le prodigieux bond intellectuel et politique qui l'a transporté d'une organisation maoïste armée aux chars de l'armée nationale (ils ne semblaient pas, d'après Wikipédia, de marque Renault). Certes, on a trop vu depuis les années 1970, de ces mirobolants sauts périlleux pour lister ici tous ces soixante-huitistes renégats, assez traîtres pour s'en flatter, assez arrivés pour se moquer de tout, et d'abord du mépris public – pensez à François Ewald, Denis Kessler, André Glucksmann-, mais en l'espèce le saut est si grand, si prompt, qu'on dirait une *exfiltration*. On sait que les mouchards pullulaient dans les organisations gauchistes puis dans la pittoresque mouvance autonome même si, malheureusement, Wikipedia ne dit rien à ce sujet.

Pour l'instruction de la jeunesse, de 7 à 77 ans, relevons parmi les conférenciers occasionnels de l'École de guerre économique, la présence de Xavier Raufer, de son vrai nom Christian de Bongain, idéologue fascistoïde et sécuritaire, ex-membre d'Occident et toujours membre de « *La bande à Bauer* »⁸. Et celle de l'inénarrable Bernard Nadoulek, alias « Bob » Nadoulek, martial esbroufeur de l'autonomie parisienne⁹, qui retrace glorieusement sa trajectoire sur <http://www.nadoulek.net/> :

« ...Depuis 1971. Professeur d'Arts Martiaux. Débute le karaté shotokan en 1971, au Shobudo, dojo de la Montagne Ste Geneviève (Paris V) ... Pratique aujourd'hui le tai chi. C'est à partir de la pratique des Arts Martiaux que Bernard Nadoulek commence à publier sur les cultures asiatiques et la stratégie, avant d'élargir progressivement ses recherches aux civilisations et à la mondialisation.

Depuis 1975. Création d'entreprises. Création, direction et cession d'entreprises ; à Paris : le « *Sen Ryu Dojo* », centre culturel et sportif ; la revue « *Matin d'un Blues* » ; la radio libre « *Radio Rocket* » ; la société de production audiovisuelle « *Nomades urbains* », la start-up de elearning « *academie@nadoulek.com* » ...

Depuis 1986. Conseil en stratégie et en développement international. Nombreuses missions pour des groupes internationaux : animation de séminaires de réflexion stratégique pour des directions d'entreprise et missions de terrain. ... Références, parmi des dizaines d'autres, *Accor*, *Aérospatiale*, *Direction Générale de l'Armement*, *Spie Batignolles*, *Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprise*.

Depuis 2010. Nouveau business model fondé sur des textes gratuits et des cours elearning payants, accessibles directement en ligne, pour les entreprises et le grand public. »

On aurait bien épaté les punks et autonomes de 1977, si on leur avait dit que leurs fanzines et radios libres étaient en réalité des « entreprises ». On en verra d'autres d'ici trois décennies. Pourquoi pas des squatteurs devenus promoteurs immobiliers, édifiant, forts de leur expérience, des « *close gated communities* » et autres centres de loisirs sous bulle. On voit que l'autonomie, comme le gauchisme et le communisme auparavant, peut mener loin à condition d'en sortir.

⁸ cf *Les Marchands de peur. La bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Mathieu Rigouste (Libertalia, 2011)

⁹ cf *Violence Au Fil d'Ariane : du Karaté à l'autonomie politique* (Christian Bourgois, 1977)

Elle ramènera Christian Harbulot à Grenoble, lors du Festival de géopolitique et de géoéconomie conjointement organisé du 24 au 27 mars 2011 par Grenoble Ecole de Management, les PUF et une certaine association Anteios. Thème de ce festival : « *Un monde d'urgences : risques et défis géopolitiques d'aujourd'hui* ». Original non ? Parmi les orateurs annoncés : Xavier Raufer. Tiens. Organisateurs du festival : Jean-Marc Huissoud, celui-là même qui est en train de plancher sur « Technologies et géopolitique » pendant ce bref aparté – *such a small world !* – et Pascal Gauchon, son co-auteur des *100 mots de la géopolitique*, un *Que Sais-je ?*, et d'autres ouvrages tels que *Vive la France quand même !* (PUF, 2010) Mais vous allez voir que ce petit monde l'est encore plus que vous ne le pensiez. Gauchon... Gauchon... Ce Gauchon-là nous dit quelque chose, et à toi, machine Google ? Toi qui en sais plus long encore que ta pareille Wikipedia ; toi qui unifies et accélères les flux de l'économie planétaire informatisée et nous propulses dans un nouveau *monde d'urgences, de risques, de défis* (toujours les relever : dictionnaire des idées reçues), et *d'opportunités*, il te dit quoi ce Gauchon avec son association Anteios ? On vous passe la réponse intégrale, un brin fastidieuse, allez-y voir si vous ne le croyez pas. Pascal Gauchon : ex-rédacteur en chef de « *Défense de l'occident* », membre d'Ordre nouveau, secrétaire général du Parti des forces nouvelles, le groupe rival du Front National à ses débuts ; puis abandonnant l'activisme à Le Pen pour revenir à une carrière universitaire – la géopolitique –, auteur prolifique, entre autres d'une rafraîchissante *Histoire de l'OAS* co-écrite avec Patrick Buisson, ancien rédacteur en chef de *Minute* et, comme chacun sait, conseiller politique de Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui a convaincu le président qu'une campagne électorale se gagnait par le bas, et lui a suggéré les « débats » sur l'islam et « la laïcité »

Quant à Anteios, « *l'association s'adresse à tous ceux qu'intéressent la géopolitique et la géoéconomie et qui souhaitent réfléchir en commun sur le déploiement des rapports de force dans l'espace. (...) Elle a pris comme symbole le géant Antée qui reprenait force en touchant la terre.*

Les créateurs de l'association sont des enseignants en classes préparatoires littéraires et économiques et commerciales ainsi que des universitaires. Elle s'est étendue ensuite à des étudiants, à des cadres d'entreprises, à des hauts fonctionnaires, à des militaires (...) La diversité de ses membres contribue au projet d'Anteios : loin de tout esprit de chapelle, constituer le carrefour de toutes les géopolitiques et aborder les problèmes géopolitiques sous tous leurs aspects, géographiques, économiques, sociétaux, culturels, militaires. Ses réflexions se déroulent à travers toutes les formes de communications, publications de rapports annuels sur un sujet d'actualité dans la collection Major des Presses Universitaires de France, organisation du Festival de Géopolitique et de Géoéconomie, conférences, articles, site Internet. »

Il s'agit en somme d'une doublure de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN), visant les mêmes milieux et le même objectif, *développer l'esprit de la défense nationale*, sous la direction discrète de la droite la plus brune et de ses ralliés. Infiltrer et influencer l'IHEDN, lui-même, ce qui, compte tenu de la porosité mutuelle entre militarisme et droitisme ne doit pas être bien difficile. Infiltrer et influencer Grenoble Ecole de Management *via*, par exemple, ce festival de Géopolitique ou ce *partenariat* entre l'IHEDN et Grenoble Ecole de Management, ce qui, compte tenu des affinités mutuelles entre partisans de la « mondialisation » technologique et « libérale », décideurs économiques et ultras militaro-droitistes, ne doit pas être plus ardu. Bref, on grenouille, on se groupe, on se forme une pensée commune, des réseaux, des structures communes, et l'on gagne sans combattre ou presque. Au-delà des objectifs locaux (Dauphiné-Savoie, Grenoble Ecole de Management...), il s'agit évidemment de l'une de ces innombrables et sempiternelles manifestations d'un « gramscisme » de droite visant depuis les débuts de « la Nouvelle Droite » (1979), à l'hégémonie culturelle, aussi bien dans l'université que dans la société, pour conquérir ensuite le pouvoir politique. Mais quand on voit Michel Destot, député-maire PS de Grenoble, ex-ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique et fondé de pouvoir du techno-gratin, inaugurer en personne ce « festival de géopolitique », on se dit qu'en effet les « vieux clivages » politiques entre tous ces protagonistes s'effondrent au profit d'une vision unifiée, techniciste, dépolitisée, du nanomonde à venir. « De gauche » ou « de droite », militaires, entrepreneurs ou universitaires, nul d'entre eux ne pourra formuler un « projet de société » mieux ordonné et fonctionnel, plus implacable et invincible, que celui qui ne répond jamais à la question « pourquoi ? », et toujours à la question « comment ? » Bernanos disait que l'Etat totalitaire était une technique, la technique des techniques (*La France contre les robots*, 1945). Il convient aujourd'hui de renverser la proposition et de comprendre la technologie *comme une politique*, le techno-totalitarisme. Évident à travers le projet IBM de « planète intelligente », ou Clineat, la clinique expérimentale du CEA-Minatec, qui vise « à nous mettre des nanos dans la tête ». Deux indications parmi des milliers d'autres de notre entrée dans la société de contrainte. On comprendra qu'en regard de ce monde-machine les rêves de gestion huilée des sociaux-technocrates et de toute-puissance des libéraux-technocrates soient si dépassés qu'ils n'aient d'autre choix, les uns et les autres, que de fusionner dans cet idéal d'organisation machinique. Voilà ce qu'on enseigne aux pauvres bêta, delta, epsilon, du « café géopolitique »

de Grenoble Ecole de Management, qui se prennent si volontiers pour des alpha, même s'ils ne sont pas assez éveillés pour « capter » le sous-texte de tout ce qu'on leur bourre dans le crâne.

Revenons donc au Café Tempo où le sieur Huissoud poursuit son topo. La technologie, explique-t-il, modifie sans cesse la « *valeur des territoires* ». Elle a présidé hier, du temps des machines à vapeur, des locomotives, des chaudières, à l'opulence puis au déclin des bassins industriels du Nord de la France (fer et charbon). C'est la vapeur aussi qui a transformé les mers et les océans, d'obstacles et de protections, en routes et voies d'invasion. C'est parce qu'ils l'ont compris vers la fin du XIX^e siècle que les Etats-Unis ont *préempté* la menace avec la création d'une marine de guerre. Idem, le chemin de fer de Vladivostock à Kaliningrad a modifié la valeur du territoire. Il a même, si l'on peut intervenir, *permis sa mise en valeur*, comme dans l'Ouest américain d'ailleurs, ce que les esprits rétrogrades nomment « colonisation ». La pile à combustible exige du lithium, et soudain le Honduras qui en possède de grosses réserves devient central !... Le Honduras !... Les « terres rares » dont nul ne connaissait l'existence sont indispensables à la fabrication des composants électroniques. Les « terres rares » deviennent d'un coup une matière première stratégique, comme le pétrole « autrefois » - notez le « autrefois » qui sent bon son puits tari -, et permettent à la Chine de river son clou au Japon en quelques jours de querelle. La technologie crée de nouvelles routes. Des routes maritimes, on l'a dit. Les routes de l'information dont toutes les « dorsales » convergent vers les USA, ce qui leur permet de contrôler les flux, aussi imaginez l'émoi de « la communauté internationale » ce jour d'automne où la Chine réussit à *détourner* un tiers du trafic Internet par Pékin et Shanghai ! La technologie modifie l'organisation internationale du travail. Nous en savons quelque chose à Grenoble, petit bourg gantier et papetier à la fin du XIX^e siècle, devenu « Pôle d'excellence mondial » avec les afflux d'ingénieurs et les hausses de loyers afférentes. C'est que *l'innovation* est le domaine de la lutte en perpétuelle expansion, des luttes réelles, avec pour enjeux les normes et les financements de demain, la maîtrise de l'avenir. Sur le plan militaire, la technologie accroît la dissymétrie de puissance à puissance ; voyez comme l'armée américaine pulvérise en une semaine l'armée irakienne présentée, non sans exagération, comme l'une des plus fortes du monde. La technologie transforme le théâtre des opérations. On passe de la conquête des forteresses, type guerres franco-allemandes en Alsace-Lorraine, au bombardement de Kaboul par des avions décollés de Diégo Suarez. La technologie accroît l'importance de l'information. Les Etats-Unis perdent la guerre du Vietnam dans le *living-room*, à cause de la télévision. De *nouveaux acteurs* apparaissent : organismes financiers, firmes multinationales, organisations criminelles ou terroristes. Il faut maîtriser *l'information de guerre*, martèle Huissoud. Internet est une sorte de forum social mondial où l'information compte davantage que le nombre. Une occurrence dans les moteurs de recherche équivaut à une voix dans la « *démocratie mondiale* ». Toute la question est de savoir qui est « *l'agence de presse dominante* ». Dans le virtuel, vous faites ce que vous voulez. Voyez comme Al Qaeda au Maghreb Islamique, 500 personnes dans le désert, obtiennent des effets démultipliés, disproportionnés grâce au *web*. Etc... etc.

On te voit venir, ami lecteur : tout ceci est incontestable, connu, accessible au premier lecteur du *Monde* un peu réveillé. Reste que cette rapide présentation des faits, qui dans la bouche de simples opposants au complexe militaro-industriel passerait pour une bouffée de délire paranoïaque fait ici office de parole d'expert, au sein même du nouveau sanctuaire du management technologique.

Pour conclure, notre stratège propose trois « paradoxes » inhérents à la relation technologie-pouvoir. Alors même qu'elle s'est imposée comme le principal outil de pouvoir du monde actuel, la technologie ferait apparaître une nouvelle « *fragilité des puissants* ». Les États-Unis s'avèrent incapables de maîtriser la cybercriminalité. Leur fameux réseau Échelon, système planétaire d'interception des communications publiques et privées, serait « *totallement saturé* ». Mais on n'arrête pas le progrès et de nouveaux logiciels de traitement, fabriqués chez Thalès par exemple, régleront un jour le problème. De même, l'ère technologique se caractérise par ce que notre expert nomme « *l'impuissance du temps long* » : à l'heure de la communication instantanée, les êtres humains n'ont plus le recul nécessaire pour traiter l'information – incapacité qui culmine avec l'hystérie structurelle des salles de marché. Une boutade hasardeuse de George W. Bush, et le Nikkei plonge de 8 % en cinq minutes. On entrevoit le scoop : le Pentagone, qui investit dans le plus grand secret depuis 2001 sur un générateur de blagues à télé-résonance radiopulsée, s'apprêterait à lancer une offensive décisive dans la guerre économique planétaire. L'opération "Eclat de rire" est en marche.

Dernier paradoxe – et pas le plus évident, se permettra-t-on d'ajouter : « *l'asymétrie technologique dans la guerre joue en faveur des faibles* ». Avec la spécialisation et la technicisation de la guerre, le coût des opérations extérieures devient de plus en plus lourd à supporter dans la durée pour les dominants. Des matériels

et des personnels extrêmement coûteux restent immobilisés en Irak ou en Afghanistan. En conséquence, « *l'échange de temps contre des hommes devient de plus en plus rentable* » pour les terroristes et autres insurgés. Voire. La politique de la canonnière a toujours coûté cher. C'est même pour cela qu'à droite et à gauche, nombre de politiciens de la III^e République ont combattu les entreprises coloniales de Jules Ferry. Mais en fin de compte, le « développement et la mise en valeur » des colonies ont permis beaucoup plus de pillage que de gaspillage durant un siècle. Quant aux pertes humaines de soldats professionnels, hautement qualifiés, chéris de leurs proches, des médias et de l'opinion, elles ne dépassent pas le minime pourcentage habituel dans ces opérations de police – 50 morts en 7 ans pour le corps expéditionnaire français en Afghanistan. Elles constituent des exercices plus réalistes que les grandes manœuvres en Champagne ou en Tarentaise. Enfin l'usure des matériels exige leur remplacement et mise à jour, sur fonds et marchés publics, ce qui est tout à l'avantage de notre Recherche et Développement, de nos industries, de nos exportations, de nos emplois.

« *Et maintenant, claironne la grosse dame, il reste dix minutes pour le café et les croissants !* » Mais notre homme s'est déjà esbigné du bunker vitré.

Sylvain Joriz
Grenoble, le 22 mars 2011

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com**